

Points forts

12

De la Polynésie française

BILAN
COMPTES ÉCONOMIQUES 2010

2010 : LA RÉCESSION S'INSTALLE EN POLYNÉSIE FRANÇAISE

La demande intérieure, qu'elle soit issue des ménages, des administrations ou des entreprises, continue de se contracter en 2010, mais moins fortement qu'en 2009. La demande extérieure demeurant fragile et en l'absence de rebond technique de la production, la récession se poursuit en 2010 et se traduit par la fermeture d'entreprises et des pertes d'emplois.

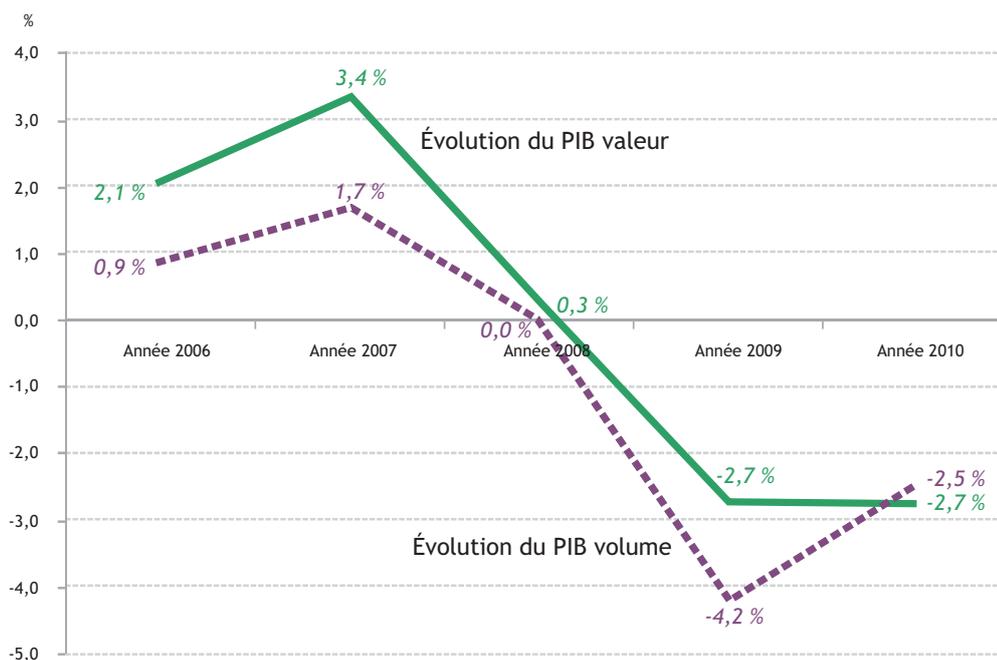


INSTITUT
DE LA
STATISTIQUE
DE LA
POLYNÉSIE FRANÇAISE



En valeur, le produit intérieur Brut (PIB) en 2010 se contracte à 548 milliards de F.CFP, soit une réduction de 2,7 % de la richesse créée par rapport à l'année précédente. Après correction des effets-prix¹, le PIB réel baisse de 2,5 %. Si la consommation finale des ménages est quasi stable sur cet exercice, l'impact du plan de relance de l'économie initié en 2009 n'a pas été relayé par l'investissement privé en 2010, prolongeant ainsi la récession entamée en 2009. Parallèlement le PIB réel par habitant se contracte davantage (- 3,2 %), du fait de l'accroissement démographique, et passe de 2,14 à 2,07 millions de F.CFP par habitant (aux prix de 2009).

CROISSANCE RÉELLE ET NOMINALE



Source : comptes économiques, ISPF

LES RESSOURCES DE L'ÉCONOMIE POLYNÉSIEENNE S'AMENUISENT

En 2010, la production, mesurée à prix constants, chute à 873,5 milliards de F.CFP, soit une baisse de 17,4 milliards de F.CFP par rapport à 2009 (- 2 %), alors qu'elle s'était déjà contractée de 48 milliards de F.CFP sur l'exercice précédent.

La contribution à la croissance du PIB réel de chacun des regroupements de branches est liée à l'évolution de la production en volume², c'est donc cette variable qui sera plus particulièrement commentée.

1 : Le PIB réel (ou en volume) est la valeur du PIB tenant compte des variations de prix, c'est-à-dire de l'inflation. Le PIB réel a l'avantage de montrer les variations à la hausse et à la baisse dans le volume (les quantités) de la production de biens et de services. En effet en observant uniquement le PIB en valeur (ou nominal), on ne peut déterminer si la hausse de cet indicateur provient d'une hausse des prix, d'une hausse de la production ou dans quelles proportions ces deux variations se combinent.

2 : La production en volume, malgré son nom, représente une valeur exprimée en unités de monnaie constante. La distinction entre la production en valeur et celle en volume correspond à la distinction entre production mesurée en valeur à prix courants et production mesurée en valeur (et non en quantités physiques) à prix constants, ici aux prix de l'année précédente. Mesurer l'évolution de la production en volume permet une mesure de cette évolution hors effet prix.

LES RESSOURCES DE L'ÉCONOMIE POLYNÉSIENNE

	2010 à prix constants	2009	Évolution réelle
Unité :	millions de F.CFP	millions de F.CFP	%
Production* (z)	873 497	890 935	- 2,0
Somme des valeurs ajoutées (a)	478 137	492 121	- 2,8
Impôts sur les importations (b)	27 502	27 299	0,7
Impôts sur les exportations (c)	162	145	11,7
Autres impôts sur les produits (d)	44 704	44 871	- 0,4
Subventions sur les produits (e)	- 1 049	- 1 089	- 3,7
Importation (f)	198 307	196 961	0,7
Total ressource (z+b+c+d+e+f)	1 143 123	1 159 122	- 1,4
<i>Produit Intérieur Brut (PIB)(a+b+c+d+e)</i>	<i>549 456</i>	<i>563 347</i>	<i>- 2,5</i>
<i>PIB/habitant</i>	<i>2,07</i>	<i>2,14</i>	<i>- 3,1</i>

* : La production correspond à la somme des chiffres d'affaires réalisés en Polynésie française par les entités économiques produisant des biens et des services, augmentée de la production de marges de commerce et de la production non marchande du secteur Administrations.

Source : comptes économiques, ISPF

La production locale et les importations constituent les ressources de l'économie polynésienne. Les agents économiques utilisent ces ressources pour l'ensemble de leurs activités³.

La méthodologie d'élaboration des comptes économiques décompose la production de la Polynésie française en 20 branches d'activité⁴ principale et 73 produits ou services, au niveau le plus fin. Ces 20 branches d'activité ont été regroupées en sept composantes pour mieux appréhender leur évolution ainsi que leur contribution respective à la croissance de la valeur ajoutée totale. Pour ne mesurer que l'effet réel de la croissance (i.e. sans effet « prix »), les données de 2010 ont été exprimées en francs de 2009 (autrement dit, à prix constants).

• En 2010, la composante « **administration publique, l'enseignement, la santé et les services aux personnes** » qui représente 28,4 % de la production totale, est celle qui contribue le plus à la baisse du PIB. Sa production (marchande et non marchande) atteint 248,2 milliards de F.CFP, en baisse de 2,2 %. La production non marchande⁵, très majoritairement issue du secteur public, représente 70,6 % du total et a diminué de 2,6 % en 2010. La production non marchande de l'Éducation et de la Santé se dégrade de 4,0 % et de celle de l'Administration de 2,0 %, tandis que cette production progresse très légèrement pour la branche services aux personnes (+ 0,5 %). Alors qu'en 2009 la production marchande de ce regroupement progressait de 3,9 %, elle se contracte de 1,3 % en 2010, évolution liée aux productions de la branche Éducation-Santé (- 1,6 %) et de celle des services aux personnes (- 1,3 %).

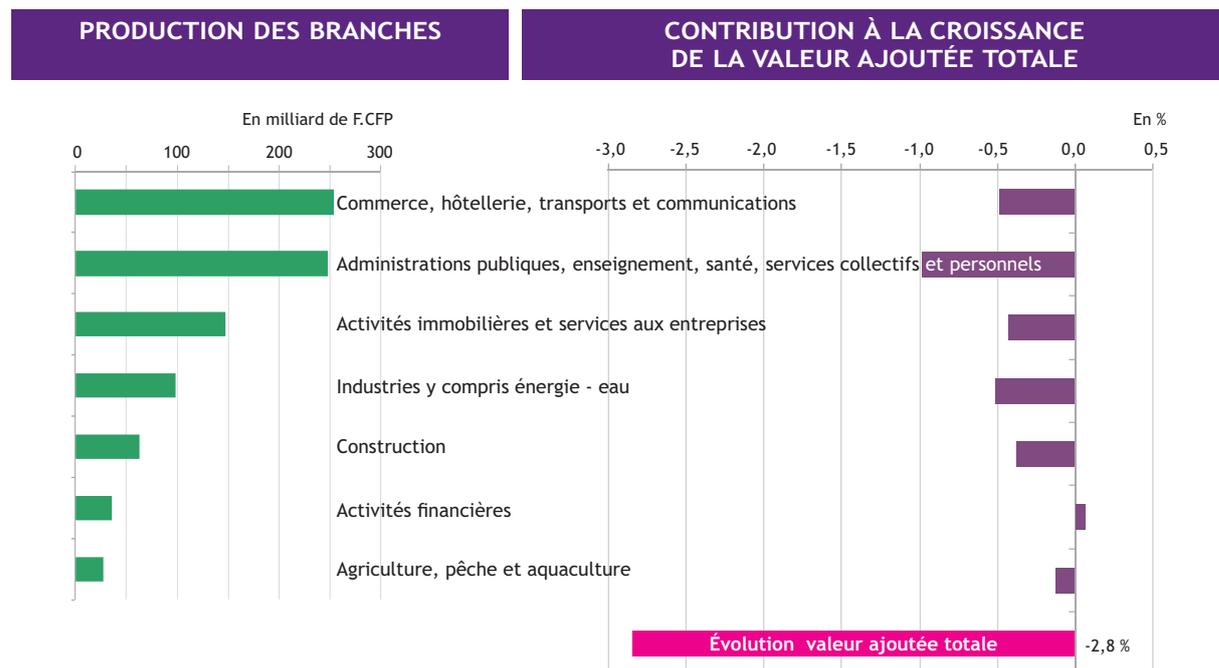
3 : La production est valorisée aux prix « du producteur » (i.e. : hors taxes), les importations aux prix « CAF » (Coût Assurance Fret). Pour mettre en regard de ces ressources leurs utilisations par les agents économiques, il convient, par la suite, de les valoriser aux prix « utilisateurs » (i.e. : taxes comprises) en additionnant le montant des taxes et subventions à la production et aux importations.

La production correspond à la somme des chiffres d'affaires réalisés en Polynésie française par les entités économiques produisant des biens et des services, augmentée de la production de marges de commerce et de la production non marchande du secteur Administrations.

4 : Une branche (ou branche d'activité) regroupe des unités de production homogènes, c'est-à-dire qui fabriquent des produits (ou rendent des services) qui appartiennent au même item de la nomenclature d'activité économique considérée.

5 : La production non marchande inclut :

- la production de services fournis gratuitement ou quasi-gratuitement par les administrations publiques, les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM, autrefois appelées administrations privées, associations comme les syndicats, partis politiques, fondations à caractère humanitaire).
- certaines productions des ménages : l'emploi de personnel domestique (femmes de ménage, cuisiniers, gardes d'enfants... lorsque ces services ne sont pas réalisés par des entreprises) ; les ménages propriétaires de leur logement sont considérés comme produisant et auto-consommant un service; la production des jardins potagers auto-consommée est également estimée.



Source : comptes économiques, ISPF

- La production du regroupement **industries, eau et énergie** (98,6 Milliards de F.CFP) diminue de 1,2 % en 2010, après une chute de plus de 6 % en 2009. Si 2009 avait été une année sombre pour l'industrie dans son ensemble, elle est en demi-teinte en 2010.

La production industrielle de biens d'équipement se redresse (+7,4 %) pour s'établir à 11,9 milliards de F.CFP, traduisant un retour à un niveau d'activité courant. La production d'électricité et d'eau, qui bénéficie en fin d'année de la mise en service du Centre Hospitalier du Taaone, progresse de 2,7 %, rythme cependant moins soutenu qu'en 2009 (+ 3,9 %) et atteint 31,1 milliards de F.CFP.

À l'inverse, les industries principalement orientées vers la consommation des ménages sont en difficulté, moins du fait de la faiblesse de la demande que de la substitution par les importations. Pour les biens agroalimentaires comme pour les biens de consommation, la part des importations dans les ressources totales de ces produits augmente au détriment de la production locale. Les productions de biens de consommation (11,9 milliards de F.CFP) et des biens agroalimentaires (28,7 milliards de F.CFP) chutent respectivement de 5,7 % et de 4,1 %.

La production de biens intermédiaires (18,5 milliards de F.CFP), qui se contracte de 3,5 %, subit encore en 2010 la faible dynamique des activités industrielles et du BTP.

- Le regroupement **commerce, hôtellerie, transport et télécommunications** demeure le plus important avec une production de 254 milliards de F.CFP. Cependant sa production se réduit de 0,6 % (- 1,6 milliards de F.CFP) après - 9,7 % en 2009 et - 1,5 % en 2008.

Ce regroupement est notamment pénalisé par la branche hôtellerie-restauration dont la production (47,6 milliards de F.CFP) régresse de 5,1 %. Le chiffre d'affaires des activités de restauration subit la plus forte baisse (- 7,8 %) du fait de la faiblesse de la demande intérieure et, dans une moindre mesure, de la demande extérieure. Le repli continu de la fréquentation touristique depuis 2006, qui a conduit à la fermeture de plusieurs unités hôtelières (dont le Hilton Tahiti et le Bora-Bora Lagoon Resort pour l'exercice 2010), affecte particulièrement les performances de la branche hôtellerie, dont la production chute de 3,9 % en 2010.

Également confronté à une demande des ménages mal orientée depuis 2008, les marges générées par la branche commerce poursuivent leur baisse en 2010. Ses marges s'érodent de 2,5 %, principalement sous l'effet de la branche commerce automobile (- 14,3 %) et des autres commerces (- 1,7 %) tandis que les marges des entreprises distribuant les produits pétroliers accompagnent la hausse des quantités importées (+ 3,3 %). La production totale des branches commerce (marges et productions secondaires) s'établit à 83,3 milliards de F.CFP, en baisse de 2 %.

Après une année 2009 de forte contraction (- 12,9 %), l'activité de la branche transport se redresse de 2,3 % pour une production de 92,4 milliards de F.CFP. Cette amélioration est quasi générale dans la branche, les chiffres d'affaires des auxiliaires de transport, du transport routier et aérien augmentent respectivement de 3,1 %, 2,7 % et 2,3 % tandis que celui du transport maritime diminue de 2,2 %.

La branche télécommunication profite en 2010 de la mise en œuvre du câble HONOTUA. L'augmentation du nombre d'abonnés aux services de téléphonie mobile (+ 4 %) et de ceux d'internet (+ 7 %) soutient la production de la branche (30,7 milliards de F.CFP), en hausse de 2,4 %. L'impact de ces activités sur la valeur ajoutée totale est d'autant plus fort que le taux de consommation intermédiaire, qui avait augmenté en 2009 du fait des opérations spécifiques liées à l'installation du câble sous marin, est revenu au niveau de 2008.

- La production des **activités immobilières et services aux entreprises** se réduit de 6,3 milliards en 2010 (- 4,1 %) et s'établit à 147 milliards de F.CFP. La production de la branche activités immobilières (85,3 milliards de F.CFP) baisse de 2,9 %, entraînée par la chute d'activité de la promotion immobilière du secteur privé (- 5,3 %) et par la diminution de la production non marchande de l'Office polynésien de l'habitat (OPH) (- 35,8 %). Au sein de cette branche, seule l'auto-production de loyer par les ménages⁶ progresse (+ 2,7 %), témoin de l'augmentation de la proportion de propriétaires parmi les ménages polynésiens dont l'investissement immobilier a été dopé par des programmes successifs d'encouragement à l'accession à la propriété.

La production de services aux entreprises (61,6 milliards de F.CFP) subit à la fois le ralentissement de l'activité et la baisse de la demande des administrations en services externes. La baisse de 5,8 % de l'activité de ces entreprises est ainsi plus forte encore qu'en 2009 (- 3,2 %). Elle se concentre principalement sur les activités d'ingénierie, de conseil, des agences de publicité et des cabinets d'architecture.

- La production du regroupement **construction** diminue à nouveau (- 3,8 %) et se stabilise à 62,9 milliards de F.CFP. La demande en BTP n'est désormais plus soutenue que par l'investissement des ménages, en hausse de 2,3 % car toujours encouragé par des dispositifs d'aide au financement mis en place par le Pays. Les commandes publiques, qui avaient permis d'amoindrir la chute d'activité en 2009, se tarissent désormais, avec une baisse forte sur les travaux publics (- 19,8 %) qui n'est pas compensée par la hausse des dépenses publiques en bâtiment (+ 21 %). L'investissement en construction des administrations diminue de 1,6 %. Les entreprises, plus sensibles au risque avec la récession qui se poursuit, limitent leurs investissements en BTP (- 18,7 % par rapport à 2009). La baisse de cette demande est particulièrement marquée pour les entreprises des branches de la promotion immobilière, des transports et de l'hôtellerie.

- La production de l'**agriculture, la pêche et l'aquaculture**, constituée de 69 % de production marchande et 31 % de non marchande (ou autoconsommation⁷), s'érode de 3,8 %, pour s'établir à 27 milliards de F.CFP. La production marchande est en baisse de 4,1 %, conséquence de plus faibles quantités produites de coprah (notamment suite au passage du cyclone Oli), de noni, de produits de l'élevage et de capture de poissons moins importantes qu'en 2009. À l'inverse la production de produits perliers, qui représente 45 % de la production marchande de ce regroupement, progresse de 3,4 %.

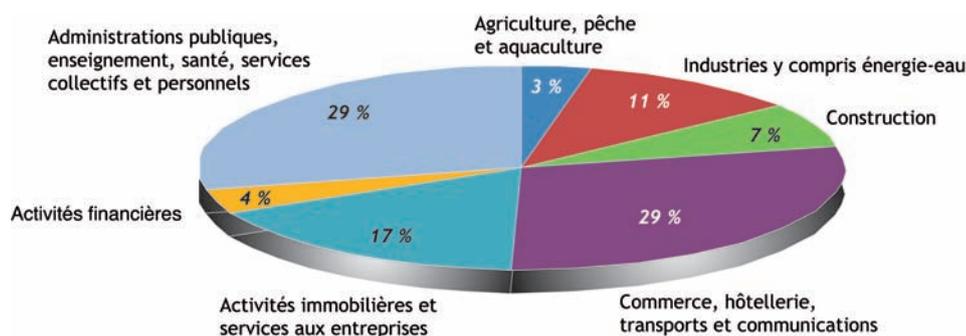
6 : Les ménages propriétaires de leur logement sont considérés comme produisant et auto-consommant un service de location immobilière.

7 : L'autoconsommation concerne les produits agricoles et de la pêche, les services domestiques ainsi que les loyers imputés (on considère en comptabilité nationale que les ménages propriétaires de leur logement s'auto-versent un loyer fictif pour le service de logement qu'ils se rendent).

- Malgré le repli de l'activité économique, la production des **activités financières** s'accroît de 2,4 %, liée à l'amélioration des chiffres d'affaires des auxiliaires financiers (+ 10,4 %), des compagnies d'assurances (+ 1,7 %) et du produit net bancaire (+ 1,5 %). Ce regroupement, dont la production totale atteint 35,8 milliards de F.CFP, est le seul, en 2010, à contribuer positivement à l'évolution du PIB.

- Composante externe de la ressource globale de l'économie polynésienne, les **importations** sont composées de 83 % de biens et 17 % de services. La forte contraction (- 12 %) des importations en 2009 illustre l'entrée en récession de la Polynésie Française, et si, en 2010, le PIB continue de baisser, les importations augmentent légèrement en volume (+ 0,7 %). Les importations de biens progressent (+ 4,8 %) après un fort ralentissement sur l'exercice précédent (- 16 %), tirées par les importations de biens intermédiaires (+ 6,8 %), de biens d'équipement (+ 6 %) et des produits agroalimentaires (+ 3,7 %). Pour les services, la tendance est baissière par rapport à 2009 (- 15,2 %). Les services aux entreprises et les services de télécommunication fournis par des prestataires non résidents baissent respectivement de 53,2 % et 10 %. L'année 2009 avait été exceptionnelle en matière d'importations de services (+ 11 %), dans un contexte de sévère récession, du fait d'opérations spécifiques liées à l'installation d'un câble sous-marin de télécommunication et à la finalisation du chantier de l'hôpital du Taaoe.

RÉPARTITION DE LA PRODUCTION EN 2010



Source : comptes économiques, ISPF

DE L'UTILISATION DE CES RESSOURCES : LES INVESTISSEMENTS EN FORTE BAISSÉ

La production locale et les importations constituent l'offre qui est consommée par les quatre agents économiques. Les ménages et les administrations consomment et investissent, les entreprises consomment aussi des produits qui seront transformés (consommation intermédiaire) et investissent aussi. Le dernier acteur de notre économie, le reste du monde, d'où proviennent nos importations, est aussi un débouché pour les biens et services produits en Polynésie française au travers des exportations. L'analyse de ces différents agrégats est essentielle pour connaître la contribution à la croissance du PIB des différents agents économiques.

• Consommation intermédiaire

Les consommations intermédiaires, intégrées dans les processus de production des entreprises, se contractent de 0,9 % en volume, entre 2009 et 2010. Cette contraction est plus faible que celle de la production (2 %) et cet écart provient principalement des branches énergie et eau, hôtellerie-restauration, industries agroalimentaires, industries des biens d'équipement, et éducation-santé-action sociale dont les taux de consommations intermédiaires augmentent.

UTILISATION DES RESSOURCES DE L'ÉCONOMIE			
	2010 à prix constants	2009	Évolution réelle
Unité :	millions de F.CFP	millions de F.CFP	%
Consommation finale (a)	542 958	548 514	- 1,0
Consommation des ménages	361 455	361 670	- 0,1
Consommation finale des Administrations	181 503	186 844	- 2,9
Formation brute de capital (b)	117 540	119 712	- 1,8
Biens d'équipements	58 259	58 410	- 0,3
Construction	57 451	59 397	- 3,3
Investissements immatériels	1 830	1 905	- 3,9
Variations des stocks (c)	- 1 261	- 2 067	- 39,0
Solde de la balance des biens et services (d)	- 109 781	- 102 812	6,8
Exportations	88 526	94 149	- 6,0
Exportations de biens	21 237	20 746	2,4
Exportations de services	67 289	73 403	- 8,3
Importations	198 307	196 961	0,7
Importations de biens	163 977	156 497	4,8
Importations de services	34 330	40 464	- 15,2
PIB (a+b+c+d)	549 456	563 347	- 2,5

Source : comptes économiques, ISPF

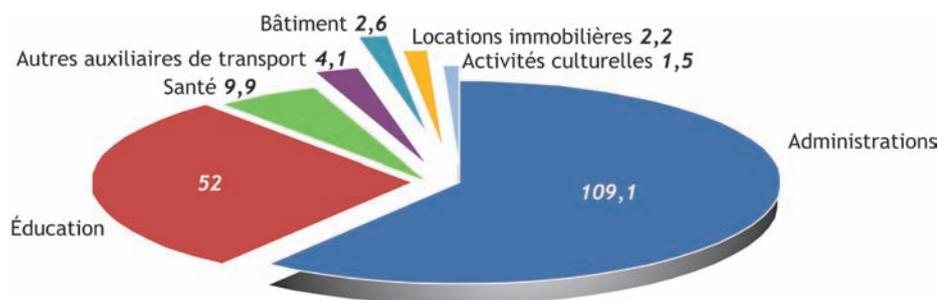
• **Consommation finale des ménages**

La consommation finale des ménages, qui englobe la consommation marchande et l'autoconsommation⁸ représente 65,8 % du PIB (cette proportion est de 61,9 % dans les pays de l'OCDE en 2010). Ainsi, l'impact de cette variable sur la croissance économique est le plus souvent déterminant. En 2010, la consommation finale marchande atteint 311,8 milliards, en baisse de 0,3 % (- 2,7 % en 2009), évolution équivalente à celle des effectifs salariés (privés et publics) sur la même période (- 0,6 %). Dans le détail, la demande des ménages en biens progresse de 0,8 % tandis que la demande en services continue de baisser (- 1,5 %). À l'inverse la consommation non marchande des ménages augmente de 1,8 %, tirée par l'autoconsommation de loyer et par la demande en services domestiques.

• **Consommation finale des administrations**

Par définition, la valeur des biens et services produits par le secteur public est égale à la consommation finale de ce secteur. Pour la troisième année consécutive, la consommation finale des administrations diminue de 2,9 % en

CONSOMMATION FINALE DES ADMINISTRATIONS PAR PRODUIT EN 2010 (MILLIARDS DE F.CFP)



Source : comptes économiques, ISPF

⁸ : Rappel : L'autoconsommation concerne les produits agricoles et de la pêche, les services domestiques ainsi que les loyers imputés (on considère en comptabilité nationale que les ménages propriétaires de leur logement s'auto-versent un loyer fictif pour le service de logement qu'ils se rendent).

2010 (- 1,6 % en 2009 et - 1 % en 2008). Cette évolution s'explique par la baisse en volume de la production non marchande des branches éducation (- 4,3 %), santé-action sociale (- 2 %), administration (- 2 %) dans un contexte de maîtrise des dépenses publiques.

• Formation finale brute de capital fixe⁹

Les administrations, les entreprises, mais aussi les ménages (uniquement pour leurs constructions de logement) consacrent une partie de leurs dépenses à l'investissement. Après une chute de 17 % en 2009, la baisse de l'investissement est moins marquée en 2010 (- 1,8 %), mais cette composante demeure à un niveau historiquement faible.

Comme en témoigne l'activité du BTP, les dépenses d'investissement des entreprises continuent de décroître, avec une baisse de 2,2 % (- 31,1 % en 2009) pour s'établir à 61,8 milliards de F.CFP, dont 51,4 milliards en matériels, 9,6 milliards en BTP et 700 millions de F.CFP en immobilisations incorporelles. Les entreprises ont réduit de 1,5 milliard de F.CFP leurs investissements en construction (- 18,7 %) et de 160 millions de F.CFP leurs investissements incorporels (- 15,5 %) tandis qu'elles augmentaient de 300 millions leurs acquisitions de biens d'équipement (+ 1,6 %). L'acquisition du ferry King Tamatoa par une entreprise locale pour un montant de plus de 2 milliards de F.CFP explique la relative bonne tenue des investissements en matériel.

Toujours encouragées par des dispositifs de prêts immobiliers bonifiés, les dépenses d'investissement des ménages progressent de 2,3 % (23,8 milliards de F.CFP en 2010) mais le rythme de croissance d'avant crise n'est pas retrouvé (+ 6 % par exemple entre 2007 et 2008).

En 2009, la mise en œuvre du plan de relance avait permis aux dépenses d'investissements des administrations de connaître une forte croissance (+ 13,8 %), la tendance est inverse en 2010, avec un montant total d'investissements publics de 31,7 milliards de F.CFP, en baisse de 4 %. Les dépenses en BTP diminuent de 1,6 % (24,3 milliards de F.CFP), en l'absence de nouveau grand chantier après la livraison de l'hôpital du Taaone. C'est ce même chantier qui avait expliqué la forte hausse des acquisitions publiques d'équipements en 2009 (+ 35,6 %), ces dépenses sont donc logiquement en diminution de 13,4 % en 2010 pour s'établir à 6,3 milliards de F.CFP. Seuls les investissements immatériels progressent de 5,7 % pour atteindre 1 milliard de F.CFP.

• Exportations

Selon l'OMC¹⁰, les exportations mondiales de marchandises ont rebondi de 14,5 % en 2010, après avoir connu un effondrement de 12 % sur l'exercice précédent. En Polynésie, le volume exporté de biens s'est également accru, progressant de 2,3 %. La perle de Tahiti, premier produit exporté (39 % du total), a bénéficié d'une demande internationale plus intense, en hausse de 4 %. Les exportations de noni (produit agricole) augmentent également (+ 2,9 %) ainsi que celles d'huile de coprah (+ 19,4 %) qui sont comptabilisées en produits agroalimentaires.

À l'inverse les exportations de services diminuent de 8,3 %, principalement du fait de la baisse de la composante « services aux entreprises », qui diminue de moitié, et du fait du ralentissement de la fréquentation touristique qui pèse sur les exportations d'hôtellerie-restauration et sur celles des services aux personnes. Les exportations de services de transport progressent de 9,3 %, tirées par la demande externe en transport aérien et maritime.

⁹ : La consommation finale des administrations correspond à la valeur des biens et services produits par les administrations elles-mêmes.
¹⁰ : Dans les investissements de cette branche on trouvait en 2008 les investissements liés à la fois à de la promotion immobilière de logements mais aussi ceux liés à des constructions d'hôtel à Bora-Bora.

EXPORTATIONS DES BIENS ET SERVICES

Produit exporté	2010 à prix constants	2009	Évolution réelle
Unité :	millions de F.CFP	millions de F.CFP	%
Agriculture - élevage	1 045	990	5,6
Produits de la mer	8 832	8 490	4,0
Industries agroalimentaires	1 680	1 650	1,8
Industries des biens de consommation	5 602	5 553	0,9
Industries des biens d'équipement	3 128	3 025	3,4
Industries des biens intermédiaires	950	1 038	- 8,5
Eau et électricité	-	-	
Construction	146	6	
Commerce	-	-	
Transports	32 446	29 692	9,3
Activités financières	725	611	18,7
Activités immobilières	25	26	- 3,8
Postes et télécommunications	2 249	3 601	- 37,5
Autres services aux entreprises	6 722	13 107	- 48,7
Hôtels et restaurants	20 654	21 893	- 5,7
Autres services aux particuliers	4 322	4 467	- 3,2
Total	88 526	94 149	- 6,0

Source : comptes économiques, ISPF

- 14 milliards de F.CFP

« c'est la baisse du PIB entre 2009 et 2010, en francs constants »



Une nouvelle série de comptes

La rénovation de la comptabilité nationale lancée en 2005 par l'Institut de la Statistique de la Polynésie française a permis d'établir une nouvelle série de comptes conformément aux recommandations internationales SEC95, avec pour année de base 2005. Le passage à cette nouvelle méthodologie s'est accompagné de l'actualisation des méthodologies d'estimation et de traitement des sources existantes et de l'exploitation de nouvelles sources.

Les comptes économiques définitifs sont réalisés par l'exploitation exhaustive de données, souvent d'origine administrative mais aussi en provenance des entreprises.

Les ressources : la production est estimée à l'aide de différentes sources d'informations (données d'origine fiscale, nombre de salariés, nombre d'entreprises par secteur d'activité, rapport annuel d'entreprises, rapport d'activité de services ou d'établissements publics, comptes administratifs) ; le traitement de l'ensemble de ces données permet d'évaluer le niveau de la production, des consommations intermédiaires et donc de la valeur ajoutée.

Les importations et les exportations sont tirées des statistiques douanières et certains éléments de la balance des paiements. Les données sur les impôts nets des subventions sur les produits proviennent des comptes du secteur public. Si le total des marges commerciales (qui est l'élément principal de la production de la branche commerce) est assez bien connu, leur répartition par produit est plus fragile, l'information à ce sujet étant rare. Parmi les emplois finals, les exportations et les dépenses du secteur public (dépense de consommation finale, investissement) sont directement observées. L'investissement (formation brute de capital fixe FBCF) des entreprises et des ménages est estimé à partir de l'évolution de certaines données (source fiscale, données bancaires de l'IEOM, importations de biens d'équipement, informations recueillies auprès d'entreprises). La consommation finale des ménages est construite à partir de l'enquête Budget des Familles.

Pour avoir accès aux données détaillées de la comptabilité nationale :
<http://www.ispf.pf/themes/EconomieFinances/Compteseconomiques/>

TOUTES LES STATISTIQUES SONT DISPONIBLES SUR WWW.ISPF.PF